

Convention collective

IDCC : 9142. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
DE L'HORTICULTURE, PÉPINIÈRES, ARBORICULTURE,
PRODUCTION DE FRUITS ET DE CHAMPIGNONS
(CALVADOS)**

(17 janvier 1991)

(Etendue par arrêté du 19 mai 1992,
Journal officiel du 2 juin 1992)

AVENANT N° 33 DU 3 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0797145M*

IDCC : 9142

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Ussy et du Calvados ;
Le syndicat des producteurs de fruits de Basse-Normandie ;
Le syndicat des producteurs de champignons du Calvados,

D'une part, et

La CFTC ;
L'UNSA agriculture et agroalimentaire ;
Le SGA CFDT du Calvados ;
L'union départementale Force ouvrière,

D'autre part,

Article 1^{er}

L'article 37 « Salaires des ouvriers non permanents » est supprimé.

Article 2

Les dispositions de l'article 76 « Contrat de travail à durée déterminée » sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Sauf accord entre les parties, le contrat à durée déterminée ne peut être rompu avant l'échéance du terme qu'en cas de faute grave ou de force majeure. Il peut toutefois être rompu à l'initiative du salarié lorsque celui-ci justifie d'une embauche pour une durée indéterminée.

Une indemnité de fin de contrat fixée à 10 % de la rémunération totale brute versée au salarié sera due en application de l'article L. 122-3-4 du code du travail, sauf :

- dans le cas de contrats de travail à durée déterminée conclus avec des jeunes pour une période comprise dans leurs vacances scolaires ou universitaires ;
- en cas de refus par le salarié d'accepter la conclusion d'un contrat de travail à durée indéterminée pour occuper le même emploi ou un emploi similaire, assorti d'une rémunération au moins équivalente ;
- en cas de contrats conclus au titre des dispositions législatives et réglementaires destinées à favoriser l'embauchage de certaines catégories de personnes sans emploi.

Les travailleurs saisonniers percevront à l'expiration de leur contrat de travail une indemnité de fin de contrat égale à 2,5 % du montant de la rémunération totale perçue pendant la durée du contrat.

Ces indemnités ne seront pas dues en cas de rupture anticipée du contrat à l'initiative du salarié, à sa faute grave ou dans un cas de force majeure. »

Article 3

Au premier alinéa du petit *a* de l'article 84 « Mise à la retraite à l'initiative de l'employeur », remplacer « 60 ans » par « 65 ans ».

Le *b* « Mise à la retraite (taux plein non acquis) » est supprimé.

Article 4

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Calvados.

Les parties en demandent l'extension.

Fait à Caen, le 3 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)